

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service Risques et Installations Classées de Paris et des Hauts-
de-Seine
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 28 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



SAS SIMONE

159-163, RUE DE CHARENTON
75012 PARIS

n° Dossier : 3065 / 0007404096
Helios : 57136

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2022 dans l'établissement SAS SIMONE implanté 159-163, RUE DE CHARENTON 75012 PARIS. L'inspection a été annoncée le 17/11/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SIMONE
- 159-163, RUE DE CHARENTON 75012 PARIS 12
- Code AIOT dans GUN : 0007404096
- Régime : Autorisation

La société SIMONE TEINTURERIE de LUXE est un établissement de nettoyage de vêtement, classé au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2345 (Nettoyage à sec) et au régime de la déclaration à la rubrique 2340 (Blanchisserie) de la nomenclature ICPE du Code de l'Environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) |
|---|--|--|--|
| Modifications des installations | Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Point 1-1 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Mesures Sonores | Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, Point 3 | AP d'astreinte du 22/04/2021, Point 3 | Astreinte |
| Vérification des installations électriques | Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, Point 4 | Arrêté Préfectoral d'astreinte du 22/04/2021, Point 4 | Astreinte |
| Stockage des produits dangereux | AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, Point 1 | AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, Point 1 | Lettre de suite préfectorale |
| Registre entrée-sortie | AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, Point 4 | AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, Point 4 | Amende |
| Registre chronologique des déchets sortants | AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, Point 7 | AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, Point 7 | Amende |
| Entretiens des machines | AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, Point 9 | AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, Point 9 | Amende |

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) |
|--------------------------|--|--|--|
| Rejets Eaux | Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Point 10.4 | / | Mise en demeure, respect de prescription |
| GEREP | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 | / | Mise en demeure, respect de prescription |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|--|--|-------------------|
| Surveillance tétrachloroéthylène | Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, Point 1 | Arrêté Préfectoral d'astreinte du 22/04/2021, Point 1 | Levée d'astreinte |
| Séparation du local des machines de nettoyage à sec | Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, Point 2 | Arrêté Préfectoral d'astreinte du 22/04/2021, Point 2 | Levée d'astreinte |
| Propreté | Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Point 9.3 | / | Sans objet |
| Condition de rejet de COV | Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Point 11.2 | / | Sans objet |
| Plan de gestion de solvant | Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Point 11.3 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'inspection, plusieurs compléments ont été demandé à l'exploitant et ce à plusieurs reprises sans qu'il ne soit transmis les éléments demandés. En conséquence, à date de rédaction du présent rapport, deux points de l'arrêt préfectoral d'astreinte du 22 avril 2022 sont levés et deux persistent. Par ailleurs, quatre prescriptions de l'arrêt préfectoral de mise en demeure du 22 avril 2022 ne sont pas respectées et des compléments sont demandés à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Modifications des installations

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Point 1-1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des modifications |
| Prescription contrôlée : Tout projet de transformation notable de l'état des lieux, toute modification apportée aux installations ou à leur mode d'exploitation doivent, avant réalisation, être portés à la connaissance du Préfet. |
| Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir arrêté l'utilisation des machines de nettoyage à sec fonctionnant au perchloroéthylène le 1er janvier 2022. Néanmoins, cette modification n'a pas été préalablement portée à la connaissance du Préfet de Police. Par ailleurs, l'exploitant doit produire les attestations justifiantes que les machines de nettoyage à sec ont été vidées de leurs solvants et des boues contenant du perchloroéthylène. L'exploitant a également procédé à l'achat de 2 machines d'occasion fonctionnant au KWL. Durant la visite, il était prévu que ces machines soient réceptionnées dans le courant du mois de mars. L'achat de deux autres machines neuves fonctionnant au KWL est également prévu sans qu'une date ne soit pour l'instant définie. Ces modifications, n'ont pas non plus été portées à la connaissance de Monsieur le Préfet de Police. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué durant l'inspection qu'il estime ne pas être classable à la rubrique 2340 de la nomenclature ICPE. En conséquence, il convient que l'exploitant réalise un courrier à l'attention de la Préfecture de Police pour indiquer les modifications réalisées et à venir sur son exploitation. Ce courrier sera associé à un plan de l'installation mis à jour. L'exploitant pourra également y inclure une demande de déclassement à la rubrique 2340 tout en fournissant les justificatifs appropriés. Cette demande fera l'objet d'une analyse de la Préfecture de Police. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Surveillance tétrachloroéthylène

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, Point 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance trimestriel |
| Prescription contrôlée : Mettre en place la surveillance pérenne du tétrachloroéthylène 4.1 - AP 08/08/2011 |
| Constats : Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis aux inspecteurs le rapport du contrôle inopiné réalisé sur l'installation par la société CERECO les 12 et 13 janvier 2022. Le 10 janvier 2022, en amont de la venue sur site, le rapport de suivi du tétrachloroéthylène réalisé par la société APAVE et daté du 7 mai 2021 (intervention le 21-22 janvier) avait également été transmis. Pour finir un contrôle inopiné de la qualité des eaux de rejet a également été réalisé le 23 juin 2021. Les résultats sont compilés dans le rapport du laboratoire CERECO daté du 15 juillet 2021. Ces éléments tendent à montrer que l'exploitant a mis en place un suivi des eaux rejetées par l'installation et notamment du tétrachloroéthylène. L'inspection juge donc que la prescription est respectée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Levée d'astreinte |

Nom du point de contrôle : Séparation du local des machines de nettoyage à sec

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, Point 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mise en place d'une paroi conforme aux règles constructives |
| Prescription contrôlée : Séparer le volume de l'emplacement où se trouvent les machines de nettoyage à sec au rez-de-chaussée du volume de l'autre partie du rez-de-chaussé par une paroi conforme aux règles constructives |
| Constats : La visite d'inspection a permis de constater que les dispositions incendies sont suffisantes pour lever ce point de l'arrêté préfectoral d'astreinte. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Levée d'astreinte |

Nom du point de contrôle : Mesures Sonores

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, Point 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mesures sonores |
| Prescription contrôlée : Mettre en place les actions correctives afin de supprimer la nuisance sonore occasionnée par les extracteurs d'air vicié de la blanchisserie puis contrôler l'efficacité des travaux à l'aide de mesures sonométriques Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié. |
| Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'avait pas effectué de mesure de bruit. Il indique que le moteur de la sortie de ventilation la plus proche des habitations a été arrêté et que des travaux ont été réalisés pour déplacer l'extraction au point le plus éloigné. En conséquence, il précise que des travaux ayant été réalisés, il ne fera pas de mesure. L'inspection note qu'outre la prescription de l'arrêté préfectoral d'astreinte, le point 8.4 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 (relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2340) prévoit la disposition suivante : " <i>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié</i> ". Aucune mesure de bruit ayant été réalisée au cours des 3 dernières années, la réalisation de cette mesure permettrait de répondre également à cette prescription réglementaire. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Astreinte |

Nom du point de contrôle : Vérification des installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, Point 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique électrique |
| Prescription contrôlée : Lever les observations listées dans le rapport de la société « DEKRA » consécutif au contrôle des installations électriques réalisé du 2 au 4 novembre 2016 |
| Constats : Lors de la visite, l'exploitant a fourni aux inspecteurs le compte rendu de vérification périodique des installations électriques Q18 et le rapport de contrôle des installations électriques. Ces deux pièces ont été réalisées par la société DEKRA et sont datées du 18 janvier 2022. Le rapport de contrôle des installations électriques liste 34 observations dont 32 ont déjà été signalées antérieurement. Pour rappel, lors de la visite d'inspection de 20 janvier 2021, le rapport de la société DEKRA du 30 janvier 2020 a été présenté et il faisait état d'un total de 22 observations, dont 12 observations antérieures. L'inspection des installations classées constate que le nombre d'observations est en augmentation. Par ailleurs, le Q18 daté du 18 janvier 2022 indique en conclusion que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Ce point reste donc non conforme à la réglementation. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Astreinte |

Nom du point de contrôle : Stockage des produits dangereux

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, Point 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions |
| Prescription contrôlée : Stocker les récipients renfermant des substances susceptibles de créer une pollution de l'eau et du sol sur rétention |
| Constats : Lors de la visite, les inspecteurs ont constaté la présence de rétentions sous la grande majorité des contenant. Cependant un contenant plein n'était pas placé sur rétention en sous-sol, l'exploitant s'est engagé à le placer sur rétention rapidement. D'autre part, dans le local de stockage situé au rez-de-chaussé, le peroxyde d'hydrogène et le KWL sont situés sur la même rétention. Ces deux produits étant incompatibles, il convient de les placer sur des rétentions différentes. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou de sols est munis d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Registre entrée-sortie

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, Point 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Registre des produits dangereux |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un registre, dans lequel figurent la nature et la quantité des substances dangereuses utilisées tels que les solvants. Un plan des stockages doit être annexé à ce registre qui doit être tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours. |
| Constats : Par courriel du 10 janvier 2022, l'exploitant a transmis un fichier intitulé plan de gestion des produits dangereux qui indique des quantités des produits livrés et leurs dates de livraison. Ce document ne correspond pas à la prescription. Lors de la visite, l'exploitant a convenu que le document transmis n'était pas adapté à la demande d'autant qu'il ne concerne les livraisons que d'un fournisseur. A l'issue de l'inspection, il était convenu qu'une version à jour serait transmise rapidement à l'inspection des installations classées. Aucun document n'a été reçu depuis le jour de l'inspection sur site malgré des relances par courriels les 14 et 22 mars et le 11 avril 2022. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Amende |

Nom du point de contrôle : Registre chronologique des déchets sortants

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, Point 7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets |
| Prescription contrôlée : Tenue à jour d'un registre chronologique des déchets sortants. (Arrêté ministériel du 29 février 2012 abrogé et remplacé par l'Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement) |
| Constats : L'exploitant n'a pas présenté de registre des déchets sortant. Il a cependant précisé que l'ensemble des bidons vides des produits sont récupérés par ses fournisseurs. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Amende |

Nom du point de contrôle : Entretien des machines

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, Point 9 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Entretien |
| Prescription contrôlée : Les machines NAS doivent être visitées annuellement par un organisme compétent qui doit attester du bon état général du matériel et, notamment de son étanchéité et des dispositifs de sécurité. |
| Constats : L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé cette visite en 2021 et ne pas l'avoir programmé pour l'instant en 2022. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Amende |

Nom du point de contrôle : Propreté

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Point 9.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Propreté des locaux |
| Prescription contrôlée : Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par le solvant halogéné susceptible d'être utilisé. |
| Constats : La tenue du site est satisfaisante. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Rejets Eaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Point 10.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE |
| Prescription contrôlée : La quantité d'eau rejetée est mesurée journallement ou, à défaut, évaluée à partir d'un bilan matière sur l'eau, tenant compte notamment de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel. Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaire respectent les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none">- pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;- température < 30° C- matières en suspension : 600 mg/l ;- DCO : 2 000 mg/l ;- DBO5 : 800 mg/l ;- Hydrocarbure : 15 mg/l Par ailleurs, l'installation est soumise au respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. |
| Constats : Par courriel du 10 janvier 2022, l'exploitant a transmis le rapport APAVE de suivi du tétrachloroéthylène daté 21 et 22 janvier 2021 qui fait état d'une teneur de 4,4 µg/l sans mesure de débit et donc sans estimation du flux journalier. Un contrôle inopiné de la qualité des eaux de rejet de l'installation a été réalisé les 23 et 24 juin 2021. Les résultats sont compilés dans le rapport de la société CERECO du 15 juillet 2021. Outre des anomalies sur les températures des eaux de rejet, le rapport ne mentionne pas d'autre non-conformité. Cependant, lors de ce contrôle, la société CERECO a omis d'analyser la teneur en tétrachloroéthylène. Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis aux inspecteurs le rapport du contrôle inopiné réalisé sur l'installation les 12 et 13 janvier 2022. Les teneurs mesurées sont majoritairement conformes à la fiche technique du contrôle inopiné. Cependant, le tétrachloroéthylène est mesuré à une teneur de 460 µg/l très supérieure à la valeur limite de concentration (25 µg/l) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Cette disposition est liée à un seuil de flux (1 g/j) qui ne peut être vérifié ici car le bureau d'études n'a pas réalisé d'estimation de débit ou de volume rejeté (en m3/j). En conséquence, il convient que l'exploitant fournisse une mesure ou une estimation de son débit journalier d'eau rejetée afin de juger de la conformité de l'installation à cette prescription. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : Condition de rejet de COV

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Point 11.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Emission en COV |
| Prescription contrôlée : L'ensemble des émissions de COV ne doit pas dépasser 20 g de solvant par kg de linge nettoyé et séché. |
| Constats : Le plan de gestion des solvants fourni par courriel le 10 janvier 2022 respecte le modèle de la FFPB et aboutit à des émissions maximums en COV de 13,6 g de solvant par kilogramme de linge nettoyé et séché. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Plan de gestion de solvant

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Point 11.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion |
| Prescription contrôlée : Plan de gestion de solvant |
| Constats : Par courriel du 10 janvier 2022, l'exploitant a transmis un plan de gestion des solvants. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : GERE

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle des émissions |
| Prescription contrôlée : Déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets (arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets) |
| Constats : Lors de la visite du site, il a été expliqué à l'exploitant son obligation de déclarer sur le site GERE ses émissions polluantes et les déchets produits dans l'installation au titre de l'année 2021 avant le 31 mars 2022. L'inspection des installations classées a informé l'exploitant par courriel du 2 mars 2022 que, selon sa demande, une personne supplémentaire a été rattachée à l'exploitation avec un statut "exploitant" lui permettant de réaliser la déclaration. Par ailleurs, le code inspection de l'installation, la démarche de création d'un compte Cerbere et les conditions d'accès à l'outil GERE ont également été rappelés. L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant son obligation de remplir la déclaration avant le 31 mars par courriel du 14 mars 2022 et a indiqué ne pas avoir eu de retour par courriel du 22 mars 2022. Le 11 avril 2022, l'inspection des installations classées a fait un courriel à destination de l'exploitant où elle constate que l'exploitant n'a pas renseigné la déclaration GERE. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |